

LES «FILS DE LA LIBERTÉ»—PARTAGE DES PERTES
CAUSÉES PAR LE TERRORISME

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au premier ministre, une autre question dénuée de tout esprit de parti. Le premier ministre a-t-il reçu une lettre de M. T. A. McRae, président du Comité des citoyens de Kootenay et de Boundary sur les relations entre Doukhobors et Canadiens, comité représentatif de tous les partis qui groupe un certain nombre de membres bien considérés, et même distingués, du parti du premier ministre, demandant que, puisque les gouvernements fédéral et provincial ne peuvent s'entendre sur un plan qui permettrait d'envoyer des troupes dans la région de Kootenays, les gouvernements fédéral et provincial assument à part égale les dettes financières du salariat et du patronat causées par les actes de terrorisme? Dans ce cas, le premier ministre peut-il dire à la Chambre s'il étudie cette requête?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas eu le temps de vérifier si cette lettre était parvenue à mon bureau. L'honorable député aura une réponse quand on l'aura reçue. Je signale toutefois que la question renfermait le passage suivant: «Puisque les gouvernements fédéral et provincial ne peuvent s'entendre sur un plan en vue d'amener des troupes dans la région des Kootenays». Cette déclaration n'est pas du tout conforme à l'état de choses. Le gouvernement canadien ne peut fournir de troupes qu'en conformité de la loi sur la défense nationale. Nous avons fait connaître nos vues à maintes reprises dans des lettres transmises au maire de Trail et à d'autres, dans lesquelles nous disons que nous partageons l'anxiété et l'inquiétude qu'engendre cette épidémie de désordres auxquels se livrent les Doukhobors Fils de la Liberté; nous avons également dit que lorsqu'une requête aura été présentée en conformité de la loi sur la Défense nationale, on fournira sans délai les troupes nécessaires que demande le procureur général.

M. Herridge: Monsieur l'Orateur, je voudrais dire au premier ministre que je me suis servi du langage même du communiqué.

M. l'Orateur: A l'ordre! Il n'est pas nécessaire d'expliquer une question une fois qu'on y a répondu.

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

LA PRODUCTION DE DÉFENSE

LE CL-41—CHANGEMENT DE MOTEUR PROPOSÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Harold E. Winch (Vancouver-Est): Je voudrais poser une question au ministre de la Production de défense. Est-il en mesure de dire à la Chambre à quoi ont abouti les pourparlers intéressants son ministère relativement au remplacement éventuel du moteur *Pratt and Whitney*, qui a déjà été déclaré comme étant approprié pour l'avion CL-41, par un moteur CGE? Est-on en train de rédiger une recommandation pour la soumettre à l'examen du Conseil du Trésor?

L'hon. Raymond O'Hurley (ministre de la Production de défense): L'avion-école à réaction CL-41 était muni d'un moteur *Pratt and Whitney*. Or, on a demandé aux sociétés de fabrication de moteurs de présenter des soumissions, lesquelles ont été adressées au ministère de la Production de défense, où l'on est en train de les étudier à l'heure actuelle—de fait, il y a eu ce matin une réunion au sujet de la valeur des deux moteurs et de leur prix. Cependant, aucune décision n'a été prise et aucune recommandation n'a été jusqu'ici transmise au Conseil du Trésor.

M. Winch: Une question complémentaire. Le ministre pourrait-il dire à la Chambre vers quelle date la recommandation sera vraisemblablement envoyée au Conseil du Trésor?

L'hon. M. O'Hurley: Dès que les hauts fonctionnaires du Conseil du Trésor, des ministères de la Défense nationale et de la Production de défense auront terminé leurs entretiens et qu'une proposition sera envoyée à mon bureau, une recommandation sera transmise au Conseil du Trésor. Je ne puis préciser la date.

L'AGRICULTURE

LA SÉCHERESSE DANS L'OUEST—ON DEMANDE UN
CRÉDIT D'URGENCE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Samuel Boulanger (Drummond-Arthabaska): Je désire poser une question au ministre de l'Agriculture ou, en son absence, à son secrétaire parlementaire. Étant donné la gravité des pertes causées par la sécheresse, l'été dernier, le gouvernement a-t-il l'intention de prévoir un crédit d'urgence, afin d'aider les cultivateurs de l'Ouest aux semences printanières?

M. W. H. Jorgenson (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture): Cette question est actuellement à l'étude.